



COMPTE-RENDU CHSCT NORD DU 27/05/20 (COVID-19)

Après lecture des déclarations liminaires et l'évocation de sujets transverses, l'ensemble des directions ont fait un état des lieux de leur Plan de Reprise d'Activité (PRA) respectif.

2^e phase du déconfinement après le 1^{er} juin

Les directions prévoyaient initialement de nous présenter le 11 juin les évolutions du PRA pour la 2^e phase du déconfinement. Suite à l'insistance de la CGT Finances, une réunion se tiendra finalement le 5 juin.

Cette avancée reste insuffisante. En effet, si les directions avaient réellement la volonté d'associer les membres du CHSCT aux mesures de prévention, les évolutions du PRA seraient étudiés avant leur mise en place, mais les directions locales ont rejeté la possibilité de telles réunions, faute d'information des directions générales.

Encore une fois, les collègues vont revenir dans les services de plus en plus nombreux, sans organisation clairement établie pouvant leur faire courir un risque de contamination. La crise sanitaire n'est toujours pas finie !

CAV

Le PRA a été rappelé brièvement avec un plafonnement des effectifs à 50 % en présentiel. Les collègues étant tous équipés en télétravail, ils n'ont aucune obligation de présentiel.

Les collègues font usage soit de leur véhicule personnel, soit de service pour se déplacer en étant un seul par véhicule.

Les ventes en salle ne reprendront pas avant octobre.

Les journées de travail en présentiel sont banalisées.

Pour la CGT Finances, le plafond de présentiel reste élevé mais il est tempéré par le fait que les collègues n'ont aucune obligation de présentiel.

DRFiP59

Avant d'aborder les évolutions du PRA, la CGT Finances a interpellé sur le télétravail, en recul depuis le 11 mai, malgré la consigne de privilégier ce mode d'organisation.

La direction n'a pas su fournir de raisons à cette baisse. Elle a uniquement assuré qu'aucune consigne de retour en présentiel aux collègues en télétravail n'avait été donnée.

La CGT Finances est également revenue sur l'opération « Tiny à la maison » (déploiement du télétravail sur la base de l'utilisation des nouvelles unités centrales de petite taille). Malheureusement, la direction locale a encore repoussé, sous prétexte de difficultés techniques, le déploiement de cette méthode de télétravail. Nous

doutons de plus en plus de la réelle volonté de limiter le présentiel dans les services en ne mettant pas en place des alternatives.

Nous avons également de nouveau demandé la communication des taux de présentiel dans les SIP dans le cadre de la campagne Impôt sur le Revenu (IR), en augmentation depuis le 11 mai, selon les retours du terrain. Ces données vont être à nouveau transmises.

Le plan de prévention qui a enfin été présenté est très loin de nos attentes. Il s'agit d'un document de synthèse, sans distinction pour chaque service. Aucune précision sur les effectifs par bureau ou par site contrairement aux autres administrations n'ont été communiqués (même les douanes les ont pourtant transmis).

Dans ce contexte, il est très difficile d'apprécier les mesures mises en place. La direction est incapable de garantir la mise en place des plans de circulation ou les marquages et fléchages, mais nous a assuré qu'il fallait lui faire confiance ainsi qu'aux chefs de service. Seuls 2 plans de circulation ont été établis, l'un pour Kennedy et l'autre pour la Cité Administrative (plan partiel).

La DRFiP a révisé sa position concernant la banalisation de la journée de travail. Jusqu'au 29 mai, les collègues en présentiel se verront bien créditer une journée type, même si leur temps de travail réel est inférieur.

La CGT Finances est revenue sur la problématique de l'aération à la Cité Administrative avec les nombreux ouvrants défectueux. La DRFiP s'est engagée à faire remplacer chaque ouvrant hors service qui lui serait signalé.

Par ailleurs, la Cité Administrative rencontre encore des difficultés pour le nettoyage face aux manquements du prestataire ONET.

La direction a admis avoir eu écho de ces manquements dès le mois de mars.

La CGT Finances s'est montrée abasourdie que la problématique perdure près de 3 mois après, alors que la crise sanitaire se prolonge.

La DRFiP a assuré que les démarches étaient mises en place et que les heures de nettoyage seraient augmentées prochainement. On ne peut que l'espérer, mais que de risques pris dans l'attente ! Pourtant le problème ONET est loin d'être nouveau, les directions courant toujours après les économies budgétaires...

Concernant l'accueil sur rendez-vous, la DRFiP a donné quelques informations sur les modalités de fonctionnement à la Cité Administrative. 4 box sont utilisés avec un vigile accompagnant et raccompagnant l'usager de l'accueil au box. 30 minutes prévues par rendez-vous et 15 minutes pour le nettoyage entre chaque RDV, avec un maximum de 6 RDV par jour.

Si ces mesures peuvent paraître satisfaisantes, la direction s'est refusée à les dupliquer pour les autres accueils en prévoyant un temps minimum pour le temps de réception et le nettoyage ou le nombre de réception par jour, renvoyant cette organisation au niveau des chefs de service.

Autre point d'inquiétude, le Service de Traitement des Chèques (STC) et le Centre d'Encaissement de Lille (CEL) où pas moins de 44 collègues vont revenir en présentiel dès début juin, ainsi que 20 vacataires. Ces nombreux collègues vont sensiblement augmenter les risques de propagation du virus, bien loin de la volonté affichée de la direction de vouloir protéger des collègues. Là encore, aucune information précise n'a pu être obtenue sur les implantations des collègues.

La CGT Finances a enfin évoqué la reprise des travaux à Kennedy et Valenciennes. Si on nous a assuré que les travaux se feraient sans rencontre avec les collègues, nous avons tout de même demandé la transmission du Plan Général de Coordination des travaux que la DRFiP s'est engagée à transmettre.

Centre Interrégional de Formation de Lille

Pas d'évolution du PRA pour l'instant, le présentiel est extrêmement réduit à 1 ou 2 collègues en rotation. Aucune formation en présentiel n'est prévue et la formation des collègues C se fera à distance.

Centre des Concours de Lille

Le PRA est maintenu à un plafond de 50 % en présentiel avec une rotation des collègues, les autres étant en télétravail.

Chaque collègue dispose d'un bureau individuel, sauf sur une marguerite où ils sont deux.

Si pour l'instant, la réception des colis est limitée et assurée par le chef de service, des mesures spécifiques devront être étudiées pour septembre pour organiser la réception des documents liés à l'organisation des concours.

DIRCOFI Nord

Pas d'évolution non plus pour cette direction, elle s'est même engagée pour le mois de juin à maintenir un niveau de présentiel toujours inférieur à 30 %.

Le bon de commande des casques téléphoniques pour la campagne IR est enfin parti et les collègues devraient donc les recevoir très prochainement.

Délégation interrégionale

Nous avons pu obtenir plus de détails sur le PRA de la délégation. Un plafond de présentiel est établi à 50 %. Cependant, presque la totalité des collègues sont équipés pour le télétravail et le retour du présentiel ne se fait donc presque que sur la base du volontariat.

INSEE

L'INSEE a tenu l'engagement communiqué initialement, à savoir maintenir un présentiel inférieur à 15 % (10 % actuellement).

Si la situation semble rassurante pour la majorité des collègues, nos inquiétudes se portent sur les enquêteurs, notamment pour les enquêtes collecte et les enquêtes ménages. Leurs dates ne sont pas encore clairement établies, mais les enquêtes collecte pourraient reprendre dès la mi-juin après le CHSCT spécial enquêteurs du 8 juin.

LA CGT Finances restera très vigilante sur les conditions de reprise.

Douanes

La CGT Finances est satisfaite de l'envoi des PRA service par service, même si la progressivité de cette reprise d'activité n'a pas été vraiment respectée dans de nombreux services, en particulier en surveillance.

Nous avons insisté sur la nécessité de vérifier le respect des règles édictées, à l'aube de cette seconde phase de reprise, pour éviter un laisser-aller qui pourrait être dramatique.

Nous considérons que l'outil que représentent les PRA dans chaque service est essentiel et faisons, dans l'ensemble, confiance aux chefs de service et aux agents pour s'approprier et adapter les consignes de précaution aux locaux et missions de chacune et de chacun.

Les Directeurs Régionaux ont indiqué qu'ils avaient avec leurs Chefs Divisionnaires visités pratiquement tous les services et que, globalement, la situation était satisfaisante.

Cette tendance semble confirmée par les remontées que nous avons eu du terrain.

Toutefois, la CGT a affirmé rester vigilante sur certains points qui posent toujours question :

- Sur la santé des agents, en particulier la gestion prochaine de nos collègues vulnérables où ayant des proches considérés comme vulnérables, la gestion et le suivi des arrêts de travail et mises en quatorzaine suite à soupçon de COVID en collaboration avec la médecine de prévention,
- Sur le taux d'agent(e)s présent(e)s dans les services, notamment en surveillance où la reprise complète des unités terrestres nous paraît prématurée au regards des flux de transport encore dégradés,
- Sur les conditions sanitaires des contrôles dans les locaux de sociétés effectuant du tri postal par Lille Gare ou Lesquin BSE,
- Sur les conditions de télétravail des collègues des Opérations Commerciales et de l'Administration, notamment l'inadéquation matériel fourni et le manque de soutien de l'encadrement,
- Sur le nettoyage, nous demandons une vérification de l'ensemble des prestations effectuées par certaines sociétés selon le cahier des charges prévu, y compris les week-end et jours fériés pour la surveillance.

Si la gestion des stocks de matériel de protection paraît évoluer dans le bon sens, nous avons fait part de plusieurs observations.

Concernant les masques distribués pour les collègues empruntant les transports en commun, il nous semble incongru qu'ils soient en tissu, donc beaucoup moins protecteurs que les FFP2. alors que le Luxembourg vient de distribuer 50 masques FFP2 « made in France » à chacun de ses habitants.

Pour les futurs achats, la CGT Finances a donc proposé un matériel mis au point par la société française OUVRY de type OCOV, à 28 cts l'unité, munis d'un filtre pouvant être utilisé 20 fois et remplacé. La présidente du CHSCT a répondu qu'elle ferait le nécessaire pour faire remonter l'information.

Nous avons évoqué les distributeurs muraux de gel hydroalcoolique installés à l'entrée de plusieurs douaniers qui semble satisfaire les agents et qui ont l'avantage, outre leur moindre coût, d'avoir été livrés contrairement aux distributeurs sur pied financés par le CHSCT, en cours d'acheminement.

La Présidente du CHSCT a répondu que l'implantation de ces distributeurs muraux est une erreur, qu'elle impute aux agents de la BHR de Lille, allégation contre laquelle nous nous sommes inscrits en faux.

Nous avons insisté également, sur la nécessité de fournir aux services de surveillance du gel, plus adapté que la solution hydroalcoolique pour un usage nomade.

Certains services ont été dotés de protections en plexiglas, pas toujours satisfaisantes, dossier à suivre

Nous avons rappelé que des services attendent toujours certaines tailles de gants manquantes malgré des demandes répétées.

Le stand de tir de Douai devrait rouvrir le 15 juin, Le Directeur des Douanes de Lille nous a assuré qu'un protocole serait prêt d'ici là. Pour ce qui est de la Direction de Dunkerque, la réouverture devrait être plus tardive puisque aucun contact n'est possible avant cette date.

Enfin, nous nous sommes inquiétés de la situation pénalisante pour de nombreux collègues, souvent les plus fragiles, suite à la parution de l'ordonnance congés/RTT du 15 avril, sur l'état d'urgence sanitaire, sur ses conséquences sur l'état d'esprit des agents au sortir de cette période d'incertitude, de confinement, de reprise de l'activité de façon dégradée et sur les nombreuses interrogations sur la période qui s'ouvre après le 31 mai.